

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2017

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2017

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

IDENTIFICATION		DESCRIPTION		COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Président de l'organisme	Halifax (Nouvelle-Écosse)	Départ : 26 mai 2016 Retour : 27 mai 2016	Réunion du Conseil d'administration du MEOPAR (Marine Environmental Observation Prediction and Response Network) dont fait partie Monsieur Pierre Baril. Le MEOPAR est formé d'une équipe de chercheurs canadiens, laquelle aborde les questions environnementales liées au milieu marin dans les régions côtières. Les membres se réunissent pour échanger, initier et coordonner sur les éventuels travaux de recherche. L'objectif du MEOPAR est d'établir de nouveaux partenariats afin d'évaluer et de prédire les risques relatifs aux milieux marins et d'y réagir et par conséquent, réduire les pertes économiques, les difficultés pour la société et la dégradation de l'environnement.	Tous les coûts ont été assumés par le MEOPAR

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

IDENTIFICATION		DESCRIPTION		COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Président de l'organisme	Ottawa (Ontario)	Départ : 26 sept. 2016 Retour : 28 sept. 2016	Réunion scientifique annuelle du MEOPAR (Marine Environmental Observation Prediction and Response Network) les 26 et 27 septembre 2016 et Forum de Recherche Interdisciplinaire le 28 septembre 2016. Le MEOPAR est formé d'une équipe de chercheurs canadiens, laquelle aborde les questions environnementales liées au milieu marin dans les régions côtières. Les membres se réunissent pour échanger, initier et coordonner sur les éventuels travaux de recherche. L'objectif du MEOPAR est d'établir de nouveaux partenariats afin d'évaluer et de prédire les risques relatifs aux milieux marins et d'y réagir et par conséquent, réduire les pertes économiques, les difficultés pour la société et la dégradation de l'environnement.	Tous les coûts ont été assumés par le MEOPAR
Président de l'organisme	Halifax (Nouvelle-Écosse)	Départ : 2 février 2017 Retour : 3 février 2017	Sessions de travail organisées par le MEOPAR (Marine Environmental Observation Prediction and Response Network) le 2 et 3 février 2017. Le MEOPAR est formé d'une équipe de chercheurs canadiens, laquelle aborde les questions environnementales liées au milieu marin dans les régions côtières. Les membres se réunissent pour échanger, initier et coordonner sur les éventuels travaux de recherche. L'objectif du MEOPAR est d'établir de nouveaux partenariats afin d'évaluer et de prédire les risques relatifs aux milieux marins et d'y réagir et par conséquent, réduire les pertes économiques, les difficultés pour la société et la dégradation de l'environnement.	Tous les coûts ont été assumés par le MEOPAR

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)* lorsque des coûts sont assumés par l'organisation.

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril	Président			Aucun déplacement en avion ou hélicoptère au Québec pour le dirigeant du BAPE	0,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES AUDIENCES PUBLIQUES ET MÉDIATION ⁽¹⁾ (Presse écrite)	Hebdos régionaux	Quotidiens	2016-2017
Projet de construction du poste Saint-Jean à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Dollard-Des Ormeaux	Cités Nouvelles Suburban West Island	The Gazette La Presse Le Soleil	5 766 \$
Projet de stabilisation de berge et de réparation de structures de soutènement en bordure du fleuve Saint-Laurent par la Ville de Boucherville	La Seigneurie	La Presse Le Soleil	1 700 \$
Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP	Le Citoyen (Abitibi-Est et Ouest)	La Presse Le Soleil	1 422 \$
Projet de stockage de gaz naturel liquéfié et de regazéification à Bécancour	Le Courrier du Sud (Nicolet)	Le Nouvelliste La Presse Le Soleil	1 393 \$
Projet de construction d'un échangeur reliant l'autoroute 640 à l'avenue Urbanova par la Ville de Terrebonne (médiation)	La Revue		343 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES AUDIENCES PUBLIQUES ET MÉDIATION ⁽¹⁾ (Presse écrite)	Hebdos régionaux	Quotidiens	2016-2017
Projet de réseau électrique métropolitain de transport collectif par CDPQ Infra inc.	Brossard-Éclair Cités Nouvelles L'Éveil (Saint-Eustache)	Journal Métro	4 349 \$
Projet de ligne d'interconnexion Québec—New Hampshire par Hydro-Québec	Progrès Coaticook	La Presse The Record Le Soleil La Tribune	2 062 \$
Projet de construction d'un duc-d'Albe au quai garage de Tadoussac	Journal Haute Côte-Nord Ouest	La Presse Le Soleil	1 325 \$
Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or par Mines Agnico Eagle Ltée	Le Citoyen (Abitibi-Est et Ouest)	La Presse Le Soleil	1 464 \$
Total – Avis publics – Audiences et Médiations			19 824 \$

1. Publicité obligatoire régie par une loi, un règlement et des règles de procédure. Cette publicité obligatoire correspond essentiellement à des placements-médias réalisés par le Centre de services partagés du Québec.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Diffusion des communiqués de presse	2016-2017
Périodes d'information et de consultation du dossier par le public (30 communiqués)	915 \$
Enquêtes et audiences publiques et enquêtes avec médiations (51 communiqués)	1 618 \$
Total – Communiqués de presse (reste à ajouter données de mars 2017)	2 533 \$

Publicité et articles promotionnels (divers)⁽²⁾	2016-2017
Impression de dépliant « Comment participer? » (2 000 dépliant) (Appel d'offres sur invitation)	1 095 \$
Total – Publicité et articles promotionnels	1 095 \$
Commandites	2016-2017
Aucun	
Total – Commandites	-

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

2. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 24**).

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;**
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;**
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);**
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;**
- h) le but visé par chaque dépense;**
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.**

Aucune dépense relative à ces événements pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

FORMATIONS DE COMMUNICATION – ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE			
TITRE DE LA FORMATION	NOM DE LA FIRME	COÛTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Médias sociaux pour le secteur public Mieux gérer l'instantanéité et les risques sur les réseaux sociaux	Médias Transcontinental	595 \$	1
La communication publiques et ses pratiques	Université Laval	380\$	1

Aucune formation organisée par le BAPE n'a fait l'objet d'une dépense.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23).

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;**
 - b) le but visé par chaque dépense;**
 - c) la nature de la formation;**
 - d) les personnes concernées.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
9207-4616 Québec inc.	Hébergement (4 personnes) les 20 et 21 avril 2016 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de construction du poste Saint-Jean à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Dollard-Des Ormeaux".	1 043,28 \$	De gré à gré
Aéronolisement	Vol nolisé pour le déplacement de l'équipe de la commission du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP" dans le cadre des séances publiques de la 1 ^{re} partie. Québec/Val-D'Or le 14 juin 2016 - 7 personnes Val-D'Or/Québec le 17 juin 2016 - 6 personnes	6 555,76 \$	De gré à gré
Aéronolisement	Vol nolisé pour le déplacement de l'équipe de la commission du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP" dans le cadre des séances publiques de la 2 ^e partie. Québec/Val-D'Or le 12 juillet 2016 - 6 personnes Val-D'Or/Québec le 14 juillet 2016 - 6 personnes	7 618,27 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Aéronolisement	Vol nolisé pour le déplacement de l'équipe de la commission du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or par Mines Agnico Eagle Ltée" dans le cadre des séances publiques de la 1 ^{re} partie partie. Québec/Val-D'Or le 31 janvier 2017 - 6 personnes Val-D'Or/Québec le 2 février 2017 - 6 personnes	5 252,41 \$	De gré à gré
Air Canada	Émission de billets d'avion Québec/Montréal\Val-D'Or/Montréal\Québec pour la 2 ^e partie des audiences publiques du mandat "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or", Départ le 28 février 2017 et retour le 2 mars 2017 (2 personnes de Québec et 1 personne de Montréal).	2 260,75 \$	De gré à gré
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Entreposage des copies de sécurité en informatique - avril 2016 à mars 2017.	2 470,00 \$	De gré à gré
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQEI)	Inscription au 24 ^e congrès de l'AQEI 2016 tenu les 28 et 29 avril 2016 à Québec (5 personnes).	1 000,00 \$	De gré à gré
Bell Canada	Installation de lignes téléphoniques et liens internet dans la salle principale de Lévis et les salles satellites de Trois-Rivières, La Pocatière et Laval pour la 1 ^{re} partie des audiences publiques du mandat "Projet Oléoduc Énergie Est - section québécoise" en mars 2016.	2 805,87 \$	De gré à gré
Bernard, Jean-Thomas	Expert retenu par la commission d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de ligne d'interconnexion Québec-New Hampshire par Hydro-Québec" pour répondre à toutes les questions de la commission sur les enjeux énergétiques ainsi que de dresser un portrait du marché de l'énergie en Nouvelle-Angleterre.	8 500,00 \$	De gré à gré
BG Musique inc.	Location de sonorisation pour les séances d'information du 6 septembre 2016 à St-Félicien et du 7 septembre 2016 à Alma dans le cadre de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026 par Rio Tinto Alcan inc."	1 550,00 \$	De gré à gré
Blain, Jean-François	Rechercheur retenu par la commission d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de stockage de gaz naturel liquéfié et de regazéification à Bécancour" pour ses connaissances des dossiers du gaz et de l'électricité ainsi que de la procédure de la Régie de l'énergie.	2 412,50 \$	De gré à gré
Cegelski, Louise Anne	Prise et transcription des notes sténographiques bilingues dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de ligne d'interconnexion Québec-New Hampshire par Hydro-Québec".	7 062,72 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport # 326 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de construction du poste Saint-Jean à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Dollard-Des Ormeaux".	1 312,50 \$	De gré à gré
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport # 329 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de stockage de gaz naturel liquéfié et de regazéification à Bécancour".	1 462,50 \$	De gré à gré
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport # 332 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de ligne d'interconnexion Québec–New Hampshire par Hydro-Québec".	1 412,50 \$	De gré à gré
Constellio Inc.	Logiciel de gestion documentaire, implantation, formation et plan de maintenance.	14 250,00 \$	De gré à gré
Deschamps impression inc.	Impression de 2000 dépliants "Comment participer?".	1 095,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Francine Langevin Sténographe	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de stabilisation de berge et de réparation de structures de soutènement en bordure du fleuve Saint-Laurent par la Ville de Boucherville".	4 729,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Guay, Mélissa (002)	Révision linguistique du rapport # 327 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP".	2 700,00 \$	De gré à gré
Guay, Mélissa (002)	Révision linguistique du rapport # 331 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de réseau électrique métropolitain de transport collectif par CDPQ Infra inc.".	2 500,00 \$	De gré à gré
Holiday Inn Sélect Montréal Centre-Ville	Hébergement (6 personnes) les 26-27-28-29-30 septembre 2016 lors de la 2 ^e partie de l'audience publique du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de réseau électrique métropolitain de transport collectif par CDPQ Infra inc.".	3 422,40 \$	De gré à gré
Hôtel Bonaventure	Hébergement (7 personnes) les 29-30-31 août 2016 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de réseau électrique métropolitain de transport collectif par CDPQ Infra inc.".	2 999,43 \$	De gré à gré
Hôtel Forestel Centre des Congrès	Hébergement (6 personnes) les 31 janvier et 1 ^{er} février 2017 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or par Mines Agnico Eagle Ltée".	1 602,24 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Hôtel le Président [1995] inc.	Hébergement (6 personnes) les 28 et 29 septembre 2016 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de ligne d'interconnexion Québec–New Hampshire par Hydro-Québec".	1 080,00 \$	De gré à gré
Hôtel Welcominns	Hébergement (6 personnes et location de salles les 7 et 8 juin 2016 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de stabilisation de berge et de réparation de structures de soutènement en bordure du fleuve Saint-Laurent par la Ville de Boucherville".	1 494,00 \$	De gré à gré
Idéart Consultant inc.	Prise et transcription des notes sténographiques bilingues dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de construction du poste Saint-Jean à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Dollard-Des Ormeaux".	9 253,50 \$	De gré à gré
Idéart Consultant inc.	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de stockage de gaz naturel liquéfié et de regazéification à Bécancour".	10 042,32 \$	De gré à gré
Idéart Consultant inc.	Prise et transcription des notes sténographiques bilingues dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de réseau électrique métropolitain de transport collectif par CDPQ Infra inc.".	17 282,26 \$	De gré à gré
International Association for impact Assessment (IAIA)	Inscription à la 37 ^e conférence annuelle d'IAIA du 4 au 7 avril 2017 à Montréal (inscription pour 6 personnes).	4 631,55 \$	De gré à gré
Jaguar Média inc.	Renouvellement de l'abonnement annuel "Ministères et organismes du gouvernements- Réseau informatique municipale du Québec (RIM) 2016-2017.	1 325,00 \$	De gré à gré
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	Travaux de validation du "Rapport annuel de gestion 2015-2016".	5 700,00 \$	De gré à gré
Motel le Martinet	Hébergement dans le cadre de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise", salle satellite La Pocatière. (7-8-9-10 mars 2016 - 2 personnes) (14-15-16-17 mars 2016 - 1 personne) (17 mars 2016 - 1 personne)	1 130,35 \$	De gré à gré
Services d'hébergement Netelligent inc.	Hébergement du site Internet du BAPE du 1er juin 2016 au 31 mai 2017.	2 500,00 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Piché Olivier Benoit inc.	Prise et transcription des notes sténographique d'une rencontre de médiation pour le mandat d'enquête et médiation sue "Projet de construction d'un échangeur reliant l'autoroute 640 à l'avenue Urbanova par la Ville de Terrebonne" (frais de déplacement inclus).	1 375,20 \$	De gré à gré
Piché Olivier Benoit inc.	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or".	7 800,00 \$	De gré à gré
Piché Olivier Benoit inc.	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de construction d'un duc-d'Albe au quai garage de Tadoussac".	3 921,86 \$	De gré à gré
Proulx, Denise	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des audiences publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP".	14 296,50 \$	De gré à gré
Val d'Or Comfort Inn	Hébergement dans le cadre du mandat "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP". (1 ^{re} partie des audiences publiques le 13 juin 2016 - 1 personne, le 14 juin 2016 - 8 personnes et les 15 et 16 juin 2016 - 7 personnes)	2 599,00 \$	De gré à gré
Val d'Or Comfort Inn	Hébergement dans le cadre de la 2 ^e partie des audiences publiques du mandat "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP". (11-12-13 juillet 2016 - 1 personne) (12-13 juillet 2016 - 6 personnes)	1 695,00 \$	De gré à gré
Vidéotron	Services internet pour les salles satellites de Deux-Montagnes et de Baie-D'Urfé pour la 1 ^{re} partie des audiences publiques du mandat "Projet de réseau électrique métropolitain de transport collectif par CDPQ Infra inc." en août 2016.	1 166,94 \$	De gré à gré
Voyage en Liberté et Air Canada	Émission de billets d'avion Québec/Montréal/Val-D'Or/Montréal/Québec pour les rencontres préparatoire du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'agrandissement de la mine aurifère Canadian Malartic et de déviation de la route 117 à Malartic par Canadian Malartic GP", Départ le 6 juin 2016 et retour le 9 juin 2016 (3 personnes).	2 499,00 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Voyages Laurier Du Vallon et Air Canada	Émission de billets d'avion Québec/Montréal\Val-D'Or/Montréal\Québec pour la séance d'information du 24 octobre 2016 à Val-D'Or dans le cadre de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or", Départ le 20 octobre 2016 et retour le 25 octobre 2016 (2 personnes).	1 616,28 \$	De gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat octroyé par le BAPE n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations seraient toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;**
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;**
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**
-

Le BAPE n'a pas fait d'appels d'offres publics.

Ces informations seraient toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
 - c) le coût;**
 - d) l'échéancier;**
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017:

- a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
 - e) une description de son mandat;**
 - f) la date de début de son contrat;**
 - g) la date prévue de fin de son contrat;**
 - h) sa rémunération annuelle.**
-

Le BAPE n'a aucune ressource œuvrant au sein de l'organisme qui ne sont pas des employés du gouvernement ou des personnes nommées par décret.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.**
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.**

Le BAPE n'a aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ en 2016-2017.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense totale pour l'organisme
Photocopie ⁽¹⁾	10 600 \$
Mobilier de bureau et l'ameublement	11 696 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas ⁽²⁾	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc.)	42 077 \$
– Frais d'hébergement	39 403 \$
– Remboursement rapports de frais ⁽³⁾	33 128 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	
-Activité reconnaissance – retraités et 25 ans de service	0 \$
-Cadeaux aux employés - retraités et 25 ans de services	569 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
– a) au Québec	18 979 \$
– b) à l'extérieur du Québec	0 \$

- 1. Inclus la location des photocopieurs et l'achat de papier pour les photocopieurs.
- 2. Ces frais sont à 95 % imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de périodes d'information et de consultation du dossier par le public et les mandats d'enquête et d'audience publique ou mandats d'enquête avec médiation. Ces frais n'inclut pas les allocations de séjour prévues au décret des membres du Bureau (14 700 \$/an pour 3 personnes soit 36 276 \$ pour l'exercice).
- 3. Ces frais inclut en général les remboursements de frais de repas ou les indemnités que les employés ont droit. Ils peuvent inclure le remboursement de certains frais de transports. Le total de ces frais inclut les dépenses de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

	2016-2017
Nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent	13
Nombre de clés USB ou Borne Wi-Fi	2
Nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres)	0
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Coûts d'acquisition des appareils	566 \$
Coût d'utilisation des appareils (total des frais mensuels et de consommation)	4 808 \$
Coût des contrats téléphoniques (total des frais mensuels)	4 539 \$
Nom des fournisseurs	Rogers et Telus
Nombres de minutes utilisées	Non disponible
Ordinateurs portables	0
Nombre d'ordinateurs portables utilisés <ul style="list-style-type: none">• en prêt pour les usagers et pour les séances publiques• pour la webdiffusion et vidéo conférence	52 14
Coût des frais d'itinérance	0 \$
Coûts de résiliation	70 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

QUESTION GÉNÉRALE 15 a) et b)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

Catégorie d'emploi ¹	Femmes		Hommes		Total effectif		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	Nbre	%	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +
Emplois supérieurs (Membres)				1	1	2,4								
Professionnels	2	8	1	12	23	54,8		2					1	2
Personnel de bureau et techniciens	3	10	2		15	35,7		0					1	2
Cadres		2		1	3	7,1								
Sous-total au 31 mars 2017	5	20	3	14	42	100		2					2	4
Total de l'organisme	25		17				2						6	
%	59,5		40,5				4,8						14,3	

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 c)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Catégorie d'emploi¹	Nombre de jours pour 2016-2017 (au 17 mars 2016)
Cadres	
	21,5
Professionnels	
	193
Fonctionnaires	
	199
Autre catégorie (membres)	
Total	
	413,5

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 d)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Catégorie d'emploi¹	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL 2016-2017 (au 17 mars 2017)
Cadres					
	1	1	1	0	3
Professionnels					
	7	9	4	3	23
Fonctionnaires					
	10	3	4	0	17
Autre catégorie (membres)					
	1	0	0	0	1
TOTAL					
	19	13	9	3	44

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 e)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

CATÉGORIE D'EMPLOI¹	TOTAL 2016-2017 (au 17 mars 2017)
Professionnels	
Heures effectuées	749,77
Heures payées	224,50
Montant (\$)	11 674,47
Heures compensées en temps	525,27
Montant (\$)	24 299,86
Fonctionnaires	
Heures effectuées	333,52
Heures payées	193,30
Montant (\$)	7 368,00
Heures compensées en temps	140,22
Montant (\$)	5 603,62

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

CATÉGORIE D'EMPLOI ¹	TOTAL 2016-2017 (au 17 mars 2017)
Cadres	
	89,5
Professionnels	
	430
Fonctionnaires	
	447
Autre catégorie (membres)	
	18
TOTAL	
	984,5

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 g) et h)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Catégorie d'emploi¹	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL 2016-2017 (au 17 mars 2017)
Cadres					
	2	1	-	-	3
Professionnels					
	9	11	3	-	23
Fonctionnaires					
	12	5	-	-	17
Autre catégorie (membres¹)					
	-	1	-	-	1
TOTAL					
	23	18	3		44

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI ¹	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2016-2017	Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale.
Cadres	3	
Professionnels	23	
Fonctionnaires	15	
Autre catégorie (membres) ¹	1	
Total	42	

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 k) et l)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS		
	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Professionnel expert	1	1	1

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 aucun employé du BAPE n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.

QUESTION GÉNÉRALE 15 m)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL	
	2016-2017	
	Réguliers	Occasionnels
Cadres	3	
Professionnels	23	0
Fonctionnaires	15	2
Autre catégorie (membres à temps plein nommés par le Conseil des ministres)	5	
Postes vacants	5	3
Total	51	5
	56	

Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale

QUESTION GÉNÉRALE 15 n), o), p), q) et r)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;

Aucun poste n'a été aboli au net.

r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.**
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.**
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

-
- a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

Trois remplacements ont été effectués.

- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.**

ANNÉE	NOMBRE DE DÉPARTS PRÉVUS
2017-2018	1
2018-2019	1

Aucune indemnité de retraite n'a été versée.

- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Aucune personne retraitée de la fonction publique ou parapublique n'a été engagée.

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)

Emplacement :	575, rue St-Jacques-Parizeau, Québec
Type d'espace	Bureau + entrepôt
Superficie totale pour chaque local loué :	2 ^e étage : 1 329,82 M.C Entrepôt : 43,48 M.C.
Coût total de la location :	<ul style="list-style-type: none">• Coût entente de location 424 272 \$/an• Coût de financement du réaménagement 2015-2016 pour la rétrocession de 277,36 M.C. 42 235 \$/an
Coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés :	Travaux de réaménagement de l'espace réception et courrier Coût : 2 826 \$
Durée du bail :	Préavis de 3 mois pour résiliation ou modification
Propriétaire de l'espace loué :	La Capitale Immobilière MFQ inc.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)*.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;**
 - b) les coûts;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**
-

Aucuns travaux spécifiques pour la haute direction du BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
 - b) la circonscription électorale;**
 - c) le montant attribué;**
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

Il n'y a aucun personnel hors structure pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
 - b) le salaire;**
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
 - d) la date de la mise en disponibilité;**
 - e) les prévisions pour 2017-2018.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2017-2018;**
- c) par catégorie d'âge.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Le BAPE n'a aboli aucun poste au cours de l'exercice 2016-2017.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Veuillez vous référer à la réponse 15j.

QUESTION GÉNÉRALE N° 26

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Aucune personne rémunérée par le BAPE n'est affectée à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en 2016-2017.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

TITRE	COÛT
Direction générale des acquisitions (DGACQ) ➤ Abonnement annuel du 1 ^{er} avril 2016 au 31 mars 2017	500 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique 4 accès inclus ➤ Année 2017	520 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique ➤ Abonnement Accesazim et consultation (Juin 2016 à mars 2017)	183 \$
Réseau Environnement ➤ Abonnement Vecteur Environnement (janvier à décembre 2017)	25 \$
Réseau d'information municipale (RIM) ➤ Abonnement Jaguar médias (juillet 2016 à juillet 2017)	1 325 \$
Terre de chez nous ➤ Abonnement électronique de 3 ans (fév. 2014 à fév. 2017) (coût 72 \$ en 2014-2015)	
Total :	2 553 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucun déboursé pour le BAPE pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou frais payés afin de devenir membre de club privée ou autre.

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); (Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits)
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
-

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- En juin 1996, la conception et le développement du site ont été réalisés par la Direction générale des services informatiques gouvernementaux pour une somme forfaitaire de 2 000 \$.
- La réalisation de la bannière pour la page d'accueil a été confiée à la firme Parution pour la somme de 340 \$.
- En décembre 2002, le site Web du BAPE a été totalement repensé et actualisé, notamment dans le but de respecter le programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. La construction (conception, design, développement) du site a été effectuée par la firme BMG Multimédia pour une somme contractuelle de 17 200 \$.
- En décembre 2004, une nouvelle page d'accueil a été développée par la firme Neuronal Création pour la somme de 1 787 \$.

Contenu, entretien et mise à jour

- L'entretien et la mise à jour sont réalisés à l'interne. L'hébergement est assuré par la firme Les Services Netelligent. La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est de 2 820 \$.
- Des informations sont ajoutées au site quotidiennement par l'équipe Web. Pour tous les mandats confiés au BAPE depuis l'automne 2002, le maximum d'information pertinente y est enregistré. Le site Web du BAPE est le reflet de ses opérations, on y retrouve notamment tous les rapports de l'organisme depuis son existence dans une rubrique dûment identifiée.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNDE-CNDP)

(www.participation-du-public.net)

Conception, refonte et justification

- En décembre 2004, dans le cadre du projet de coopération France-Québec entre la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) de la France et le BAPE, un site Web a été développé par la firme Neuronal Création pour la somme de 3 537 \$.

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par la firme Netelligent Hosting services inc.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;**
 - b) le nom de la personne;**
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;**
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
 - e) le résultat du travail effectué;**
 - f) les échéances prévues;**
 - g) les sommes impliquées.**
-

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

QUESTION GÉNÉRALE N° 31

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :

- a) le coût (déplacements, etc.);**
 - b) le nombre de ressources affectées;**
 - c) le nombre de rencontres;**
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
 - e) l'objet;**
 - f) les dates.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue par le BAPE en 2016-2017 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement ou bonis n'a été versé en 2016-2017 par le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ ou allocation de transition n'a été versée en 2016-2017 par le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 42

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Ne s'applique pas au BAPE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Ne s'applique pas au BAPE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Le BAPE n'a eu recours à aucun service juridique externe au cours de l'exercice 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- d) le montant accordé;**
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;**
- f) les motifs de la demande;**
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats**

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> .

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018:

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) la dépense totale (opération et capital);

Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2016-2017

- Dépense prévue en fonctionnement : 70 100 \$
- Dépense prévue en immobilisation : 30 000 \$
- Dépense prévue en rémunération : 198 900 \$
- Dépense totale prévue : 299 000 \$

b) les grands dossiers en cours;

Le BAPE n'a aucun grand projet en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetri.gouv.qc.ca/>)

c) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

Le BAPE n'a aucun consultant externe attitré aux dossiers informatiques.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
-

a) Masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Indemnités de retraite

Aucune indemnité de retraite n'a été versée par le BAPE en 2016-2017.

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;**
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;**
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Ordres ou corporations professionnels	COÛTS 2016-2017
Barreau du Québec – Cotisation 2016-2017 ⁽¹⁾	3 835 \$

1. Remboursement en conformité aux conditions de travail.

Associations et cotisations	COÛTS 2016-2017
Association francophone pour le savoir (Acfas)	50 \$
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQEI)	675 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	700 \$
Regroupement de réseaux en santé de personnes au travail (RRSPT)	509 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2017

ÉTUDE DES CREDITS 2017-2018

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2016-2017 et pour les cinq dernières années et le nombre et pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent
2. Nombre de postes vacants abolis
15. Liste des comités interministériels et autres comités
16. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones en 2016-2017

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2016-2017 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

BAPE	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017	
	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%
Occasionnels ⁽¹⁾	9	18	8	18	8	18	8	17	11	22	10	21
Occasionnels nommés réguliers ⁽²⁾	1	11	1	12	2	25	0	0	2	18	6	60

1. Le pourcentage d'employés occasionnels = Nombre d'occasionnels / Nombre d'occasionnels + Nombre de réguliers (nombre maximal durant l'année excluant les membres)
2. Le pourcentage d'entre eux qui ont été nommés réguliers = Nombre d'occasionnels nommés réguliers / Nombre d'occasionnels total durant l'année

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement

Aucun poste vacant n'a été aboli.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2016-2017. Indiquer, pour chacun :

- a) le(s) mandats;**
 - b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
 - c) les rencontres tenues en 2016-2017;**
 - d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2016-2017;**
 - e) les rencontres prévues en 2017-2018 avec l'objet et l'échéancier.**
-

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDELCC.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2016-2017

C'est le MDDELCC qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à deux rencontres du CIDD Ministères et Organismes le 7 avril et le 26 septembre 2016. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2016-2017. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a) l'objet des consultations ;**
- b) le moyen utilisé ;**
- c) les dates de rencontres ;**
- d) les communautés et les personnes consultées ;**
- e) les résultats des consultations ;**
- f) les montants afférents ;**
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2017-2018.**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement n'a pas la responsabilité de mener des consultations auprès des communautés autochtones, cette obligation de consultation incombant à la Couronne.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2017

ÉTUDE DES CREDITS 2017-2018

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2. Liste des formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés
3. Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information
4. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le BAPE
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire
7. Liste et copie de tous les sondages effectués
8. Liste et copie de tous les avis, juridiques ou autres, commandés en 2016-2017
9. Liste de tous les frais de traduction et de documents traduits
10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers
14. Nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques
15. Nombre d'ETC affectés et les couts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires
18. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Membre à temps plein	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2016-2017
BARIL, Pierre, Président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	139 163 \$ 180 911 \$
BERGERON, Denis	5 ans	2016-06-13	2021-06-12	94 255 \$ 127 242 \$
FRANCOEUR, Louis-Gilles, Vice-président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	119 841 \$ 155 795 \$
GERMAIN, Michel	5 ans	2014-05-31	2019-05-30	94 255 \$ 127 242 \$
GRANDBOIS, Gisèle	5 ans	2014-01-20	Démission le : 2016-08-30	94 255 \$ 127 242 \$
PARENT, Anne-Marie	3 ans	2014-05-29	2017-04-14	94 255 \$ 127 242 \$

Membres additionnels à temps partiel dont le mandat est en vigueur			
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat
ANDRÉ, Pierre	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
CHARBONNEAU, Jeanne ⁽¹⁾	3 ans	14 décembre 2016	13 décembre 2019
DÉRIGER, Louis	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
FLEURY LAROUCHE, Ursula	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
GAUTHIER, Marie-Hélène	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
GENDRON, Corinne	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
GHANIMÉ, Linda	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
HAEMMERLI, John	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
LANMAFANKPOTIN, Georges ⁽¹⁾	3 ans	14 décembre 2016	13 décembre 2019
LAVOIE, Éric ⁽¹⁾	3 ans	14 décembre 2016	13 décembre 2019
LOCAT, Jacques	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
MAGNAN, Pierre	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
PAQUIN, Marc	3 ans	3 septembre 2014	Démissionné le : 12 décembre 2016
PHILIPPE, Cynthia	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
RENAUD, Pierre	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
ZAYED, Joseph	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017

1. Nommé au cours de l'exercice

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation de mandats en 2016-2017 apparaissent en caractères gras. Les honoraires pour une journée de 7 heures sont de 585,02 \$ à titre de président de commission et de 555,77 \$ à titre de commissaire. La rémunération des membres additionnels à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est fixée par décret (805-2001).

Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation des membres à temps plein

Frais de déplacement, de voyage et de repas

Nom	Montant avant taxes Selon les données au 31 mars 2017
Baril, Pierre ⁽¹⁾	417 \$
Bergeron, Denis ⁽²⁾	1 097 \$
Francoeur, Louis-Gilles ⁽²⁾	517 \$
Germain, Michel ⁽²⁾	515 \$
Grandbois, Gisèle ⁽²⁾	28 \$
Parent, Anne-Marie ⁽²⁾	0 \$

1. Les frais de déplacement, de voyage et de repas ont été encourus lors des activités liées au rayonnement du BAPE et pour le suivi de certains mandats. Les frais de transport (avion, location de véhicule) et d'hébergement directement payés aux fournisseurs sont inclus dans ces montants.
2. La majorité des frais de déplacement ont été engendrés lors des activités liées aux mandats d'enquête et d'audience publique. Ces montants correspondent aux remboursements des frais encourus par le membre (repas ou allocation pour les repas ou remboursement essence pour le véhicule loué). Les frais de transport (avion et location de véhicules) et d'hébergement directement payés aux fournisseurs ne sont pas inclus dans ces montants.

Les frais de représentation

Titre	Montant avant taxes Selon les données au 31 mars 2017
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	728 \$
Vice-président (Maximum annuel autorisé : 2 415\$)	0 \$

Allocation de séjour (montant annuel)

Titre	Montant total pour l'année
Pierre Baril, Président (allocation mensuel de 1 225 \$)	14 700 \$
Louis-Gilles Francoeur, Vice-président (allocation mensuel de 1 225 \$)	14 700 \$
Anne-Marie Parent, Membre (allocation mensuel de 1 225 \$)	6 876 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune de l'année 2016-2017. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Accent Formation	Améliorer son français écrit - L'accord des verbes et des participes passés	Québec	2016-11-26 et 2016-12-02	1	495 \$	
Alexandre Bacon	Comprendre la réalité autochtone et introduction au droit autochtone	Québec	2017-01-31	23	695 \$	
Alliance des cadres de l'État	Webinaire - Panier de gestion et planification stratégique, cadres 1-2	Québec	2016-06-07	1	100 \$	
Alliance des cadres de l'État	Webinaire - Panier de gestion et jugement situationnel, cadre classe 3	Québec	2016-08-16	1	100 \$	

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Association de la sécurité de l'information du Québec	Journée conférence	Québec	2016-11-16	1	201 \$	
Association des biologistes du Québec (ABQ)	41 ^e Congrès de l'Association des biologistes du Québec « Les biologistes, des acteurs de changement – Vers une meilleure gestion du vivant »	Laval	2016-11-17 et 2016-11-18	1	192 \$	189 \$
Association des conseillers en gestion des ressources humaines du gouvernement du Québec	Grand événement 2016	Québec	2016-04-27	1	300 \$	
Association francophone pour le savoir (Acfas)	84 ^e congrès L'acceptabilité sociale: mouvement sociaux, démocratie participative et visions du développement	Montréal	2016-05-09 et 2016-05-10	4	251 \$	976 \$
Association internationale pour la participation publique (AIAP2)	Histoires vécues en participation publique au Québec	Montréal	2016-09-28	1	75 \$	97 \$
Association Québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI)	24 ^e Congrès de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts 2016	Québec	2016-04-28 et 2016-04-29	4	1 000 \$	63 \$
Association Québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI)	Assemblée générale annuelle de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	Montréal	2016-11-24	1		25 \$
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Journée de formation et d'échange des membres et cadres	Québec	2017-01-17	20		1 220 \$
Barreau du Québec	Les développements récents en droit de l'environnement 2016	Montréal	2016-06-10	1	489 \$	65 \$
Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	Congrès de l'Ordre des agronomes du Québec	Québec	2016-09-15	1	225 \$	

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Secourisme en milieu de travail de la CNESST	Québec	2017-02-20 et 2017-02-27	2		44 \$
Commission scolaire de la Capitale	Programme préparation à la retraite CARRA	Québec	2016-06-13 et 2016-06-14 ; 2016-10-06 et 2016-10-07	2	500 \$	28 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Services offerts par le Secrétariat aux emplois supérieurs aux titulaires d'un emploi supérieur en matière de développement et d'accompagnement - cotisation annuelle du 1 ^{er} avril 2016 au 31 mars 2017	Québec	2016-04-01 au 2017-03-31	2	700 \$	
Forum social mondial	Forum social mondial	Montréal	2016-08-10 au 2016-08-12	1	40 \$	
Historice Consultants Inc. (M. Alain Beaulieu)	Les autochtones du Québec (Histoire de la relation entre les autochtones et les non-autochtones au Québec depuis l'arrivée des européens jusqu'à aujourd'hui)	Québec	2017-01-19	27	821 \$	
International Association for Impact Assessment (IAIA)	37 ^e conférence annuelle de l'international Association for Impact Assessment Contribution de l'évaluation environnementale aux efforts mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique	Montréal	2017-04-04 au 2017-04-07	6	4 632 \$	224 \$
Médias Transcontinental	Médias sociaux pour le secteur public Mieux gérer l'instantanéité et les risques sur les réseaux sociaux	Montréal	2016-11-29	1	595 \$	349 \$

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Ordre des Ingénieurs du Québec	Colloque 2016 « Parce qu'ensemble on va plus loin »	Montréal	2016-04-18 et 2016-04-19	1	965 \$	
Secrétariat du Conseil du trésor	L'éthique et la déontologie dans la fonction publique québécoise - des outils pour l'intégrité des personnes et des organisations	Québec	2016-08-17 au 2016-08-18 et 2016-08-24	1		38 \$
Statistique Canada	Atelier « Le cadre des ressources et des emplois de statistique Canada »	Montréal	2016-05-26	1	275 \$	
Université Laval	La fonction conseil en SIO Analyse et conception des systèmes orientés objets	Québec	2016-09-06 au 2016-12-15	1	603 \$	
Université Laval	Cours en analyse des systèmes d'affaires - (Marketing)	Québec	2016-05-01 au 2016-08-31	1	311 \$	
Université Laval	Technologie pour les affaires électroniques Atelier en analyse d'affaires	Québec	2016-01-01 au 2016-04-30	1	594 \$	
Université Laval	Changements climatiques : Conséquences, adaptations et vulnérabilité	Québec	2016-09-06 au 2016-12-15	1	381 \$	
Université Laval	Colloque « Le procès environnemental. De l'intérêt à agir en justice au lien causal : quels défis, quelles perspectives d'avenir? »	Québec	2016-09-23	1	100 \$	
Université Laval	Colloque "Le droit des ressources naturelles et de l'énergie : Où en sommes-nous? Où allons-nous?"	Québec	2016-12-01 et 2016-12-02	1	40 \$	
Université Laval	La communication publique et ses pratiques	Québec	2016-09-06 au 2016-12-15	1	380 \$	
Université Laval	Rentabilité et pilotage du développement durable Système de gestion du développement durable	Québec	2016-09-06 au 2016-12-15	1	603 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2016-2017
selon le bilan annuel en ressources informationnelles (BARI) - 2016-2017
(selon les données en date du 27 mars 2017)

Type	Coût total \$	Acquisition de biens ⁽¹⁾ \$	Services internes ⁽²⁾ \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériel	9 857	9 857			
Logiciels	10 386	10 386			
Autres biens (portables, serveur, matériel pour la webdiffusion, etc..)	22 593	22 593			
Télécommunication et téléphonie	24 757			24 757	
Services	24 662		13 939	350	10 373
Total - Fonctionnement et immobilisation	92 255	42 836	13 939	25 107	10 373
Rémunération personnel en TI	202 085				
Total	294 340	42 836	13 939	25 107	10 373

(1) Le total des biens capitalisables est de 28 843 \$ en 2016-2017

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre changements climatiques (MDDELCC).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Exercice 2017-2018

(selon Programmation triennale des projets et des activités en ressources informationnelles – 2017-2018)

(selon les données du PTPARI transmis en avril 2016)

Type	Coût total \$	Acquisition de biens⁽¹⁾ \$	Services internes⁽²⁾ \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériel	5 000	5 000			
Logiciels	24 000	24 000			
Autres biens (portables, ordinateurs, matériel pour la webdiffusion)	20 000	20 000			
Télécommunication et téléphonie	28 400			28 400	
Services	34 700		16 000	1 700	17 000
Total - Fonctionnement et immobilisation	112 100	49 000	16 000	30 100	17 000
Rémunération personnel en TI	207 780				
Total	319 880	49 000	16 000	30 100	17 000

(1) Le total des biens capitalisables prévus en 2017-2018 est de 40 000 \$

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre changements climatiques (MDDELCC).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;**
 - b) la liste des membres ;**
 - c) le budget dépensé ;**
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;**
 - e) les résultats atteints.**
-

Se référer à la réponse 15 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Se référer à la réponse 1 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Le BAPE n'a effectué aucun sondage en ayant recours à des firmes externes en 2016-2017.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques demandés par le BAPE sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés.

Pour ce qui est des autres avis, veuillez-vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

TRADUCTION SIMULTANÉE

Le BAPE a une entente de services avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) qui lui confie l'organisation logistique et technique des séances publiques d'audience tenues par le BAPE. À ce titre, le CSPQ est responsable de fournir les services de traduction simultanée (interprètes) lorsque requis.

DESCRIPTION	COÛTS
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PROJET OLÉODUC ÉNERGIE EST – SECTION QUÉBÉCOISE (mandat suspendu le 22 avril 2016)	
Frais d'annulation pour la traduction simultanée de l'anglais au français prévue au cours des séances publiques de la 2 ^e partie de l'audience publique du 25 avril au 7 juin 2016 (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	3 550 \$
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DU POSTE SAINT-JEAN À 315-25 kV ET D'UNE LIGNE D'ALIMENTATION À 315 kV À DOLLARD-DES-ORMEAUX	
Traduction simultanée de l'anglais au français au cours des séances publiques pour la 1 ^{re} partie de l'audience publique les 20 et 21 avril 2016 (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	9 048 \$
Traduction simultanée de l'anglais au français au cours des séances publiques pour la 2 ^e partie de l'audience publique le 17 mai 2016 (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	6 754 \$

DESCRIPTION	COÛTS
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN DE TRANSPORT COLLECTIF PAR CDPQ INFRA INC.	
Traduction simultanée de l'anglais au français au cours des séances publiques pour la 1 ^{re} partie de l'audience publique les 29, 30 et 31 août 2016 dans la salle principale (Montréal) et dans les trois salles satellites (Brossard, Deux-Montagnes et Baie-D'Urfé) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	21 243 \$
Traduction simultanée de l'anglais au français au cours des séances publiques pour la 2 ^e partie de l'audience publique les 26, 27, 28, 29 et 30 septembre 2016 à Montréal (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	14 700 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés en 2016-2017.

Aucun mandat donné à la SQI pour l'exercice 2016-2017.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organisme**
 - d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépense (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**
-

- a) Le BAPE compte 6 personnes dont les tâches comportent en partie de s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.
- b) Le BAPE n'a aucune somme investie en fonctionnement pour la veille médiatique. Seuls les salaires du personnel, dont les tâches comportent en partie de réaliser une veille médiatique, y seraient imputables. Cette donnée n'est toutefois pas disponible.
- c) Aucune rencontre tenue en dehors des tâches reliées aux mandats confiés par le Ministre.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Cette donnée n'est pas disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2014-2015 et 2015-2016. Indiquer :

- a) l'objet des consultations;**
 - b) le moyen utilisé;**
 - c) les dates de rencontres;**
 - d) les communautés et les personnes consultées;**
 - e) les résultats des consultations;**
 - f) les montants afférents.**
-

Se référer à la réponse 16 de l'Opposition officielle.

